



Affaire suivie par :
Eugénie MICHARDIERE

CONVENTION N°2015-547310

ENTRE

La Région Nouvelle-Aquitaine, dont le siège est situé au 14 rue François de Sourdis, 33077 Bordeaux Cedex, représentée par le Président du Conseil Régional,
Ci-après désignée « la Région »

d'une part

ET

LA COMMUNAUTE DE COMMUNES MEDOC ATLANTIQUE, Domiciliée 9 rue Maréchal d'Ornano – 33780 Soulac sur Mer,
représentée par Monsieur **Xavier PINTAT** agissant en qualité de Président

n° SIRET. 200 070 720 00012

Ci-après désigné « le (la) bénéficiaire »

d'autre part,

Vu le Code Général des collectivités territoriales notamment ses articles L4231-1 et L4231-3,
Vu l'arrêté de délégation de signature du Pôle Développement Economique et Environnemental en vigueur,

Vu la délibération n°2015.1868.CP de la Commission Permanente du Conseil Régional d'Aquitaine en date du 2 novembre 2015,

Vu la délibération n°2021.812.CP de la Commission Permanente du Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine en date du 17 mai 2021,

Vu la convention n°15008223 entre la Région Aquitaine et La Communauté de Communes des Lacs Médocains signée le 26 novembre 2015,

Vu l'Avenant 1 à la convention initiale signée le 14 novembre 2017,

Vu l'Avenant 2 à la convention initiale signée le 28 août 2018,

Vu l'Avenant 3 à la convention initiale signée le 9 septembre 2019,

PREAMBULE

Le territoire des Lacs Médocains dispose d'un fort potentiel pour la mise en place d'un tiers-lieu compte tenu de sa notoriété touristique et surtout des nombreux déplacements quotidiens domicile travail avec la Métropole. La Communauté de Communes souhaite proposer un outil de développement économique en phase avec les attentes des Canaulais, à travers la définition collective et l'expérimentation d'un projet de tiers-lieu. Le tiers-lieu sera un vecteur d'attractivité pour de nouveaux actifs, qui pourront ainsi envisager de s'installer durablement, avec un espace de travail partagé adapté à toutes les activités tertiaires en général, et numériques en particulier, la fibre étant un élément de valorisation du futur espace.

Une phase de diagnostic territorial permettant la détection et la mobilisation d'utilisateurs doit déboucher sur une autonomie de gestion et d'animation de l'espace par la communauté des utilisateurs, avec l'implication de la collectivité locale. Ce mode d'organisation doit permettre à moyen terme la pérennité économique de l'activité.

L'intervention d'une Assistance à Maitrise d'Ouvrage de la Coopérative des Tiers-Lieux permet de s'assurer que l'ensemble des bonnes pratiques de création d'un espace de travail partagé est respecté, que les parties prenantes publiques comme privées coopéreront dans des conditions optimales : un processus de lancement « bottom-up », une construction horizontale du lieu, une organisation agile entre temps de travail individuel et collectif, des formules flexibles adaptées et adaptables à tous types d'utilisateurs sont des principes fondateurs d'un espace collaboratif.

L'aide octroyée dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI), le numérique de proximité, a pour objectif d'aider le bénéficiaire à structurer son projet afin de le rendre autonome économiquement, dans la perspective d'un équilibre durable.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

ARTICLE 1.1 Définition de l'objet

La Région Aquitaine a décidé d'attribuer une subvention à la Communauté de Communes Médoc Atlantique pour ouvrir un tiers-lieu à Lacanau.

ARTICLE 2 – MONTANT DE L'AIDE

La Région accorde au bénéficiaire une subvention d'un montant maximal de 35 000 euros, représentant 40.14 % des dépenses prévisionnelles éligibles de 87 200 euros HT.

Pour obtenir le versement intégral de la subvention, le bénéficiaire doit justifier de dépenses éligibles à hauteur du montant prévisionnel indiqué dans la demande d'aide. Si les dépenses réalisées sont inférieures aux dépenses prévisionnelles, le montant de la subvention définitive sera calculé au prorata des dépenses éligibles justifiées par rapport aux dépenses prévisionnelles.

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 – MODALITES DE VERSEMENT DE L'AIDE

La subvention est versée exclusivement au bénéficiaire, qui s'engage à ne pas reverser tout ou partie de la subvention considérée à un organisme tiers.

La subvention régionale est versée au bénéficiaire visé ci-dessus sur le compte bancaire qui aura été transmis à l'administration et dont le bénéficiaire est titulaire.

Le versement de l'aide est effectué selon les modalités suivantes :

⇒ La demande de premier versement soit 17 500 € correspondant à 50% du montant total de la subvention a été versée par mandat n°2016-88551 en date du 22/12/2016.

Le solde est versé à réception des documents suivants :

- ✓ le bilan quantitatif et qualitatif du projet et ses perspectives de développement
- ✓ le relevé de dépenses définitif daté et signé par le représentant du bénéficiaire (préciser nom, prénom et qualité du signataire)
- ✓ un relevé d'identité bancaire ou postal récent

Ces pièces devront être fournies dans un délai maximum de 2 mois avant la date d'expiration de la convention.

Le non-respect de ce délai entraînera l'annulation des sommes à verser.

ARTICLE 3.2 – COMPTABLE ASSIGNATAIRE

Le comptable assignataire des paiements est le Payeur Régional Nouvelle-Aquitaine.

ARTICLE 3.3 – MODALITES DE REMBOURSEMENT DE L'AIDE

La Région exigera le remboursement de tout ou partie de la subvention s'il apparaît au terme des opérations de contrôle telles que prévues à l'article 4 de la présente convention que :

- Celle-ci a été partiellement utilisée ou utilisée à des fins non conformes à l'objet des présentes
- Les obligations prévues dans la présente convention et auxquelles doit s'astreindre le bénéficiaire (fourniture de pièces justificatives de la dépense...), n'ont pas été respectées.

Le remboursement de la subvention est demandé par émission d'un titre de recette, dont le recouvrement est à la charge du Payeur Régional. Au préalable, un courrier d'information est adressé au bénéficiaire explicitant les motifs et considérations justifiant son remboursement.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 4.1 – OBLIGATIONS RELATIVE AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à utiliser les sommes attribuées et à réaliser le projet conformément à l'objet de la subvention et aux éléments décrits dans le dossier de demande de subvention présenté à la Région.

ARTICLE 4.2 – OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Article 4.2.1 Information de la Région

Le bénéficiaire doit tenir informée la Région, dans un délai de 30 jours, de tout événement survenant tant dans sa situation que dans celle de l'opération subventionnée.

Ainsi, il s'engage à informer la Région de tout changement dans sa situation juridique, notamment toute modification de ses statuts, dissolution, fusion, toute procédure collective en cours et plus généralement de toute modification importante susceptible d'affecter le fonctionnement de la personne morale survenant tant en application du Code civil que du Code de commerce.

Le bénéficiaire s'engage également à informer la Région de toute modification dans le déroulement de l'opération subventionnée, notamment toute modification des données financières et techniques.

Le bénéficiaire s'engage à informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Article 4.2.2 Contrôle de l'utilisation de la subvention

Le bénéficiaire s'engage en outre à communiquer annuellement les documents comptables certifiés par Président / expert-comptable ou son commissaire aux comptes ou par le comptable du Trésor, le cas échéant, dans un délai d'un mois après l'approbation des comptes par les organes de direction de la structure.

Le bénéficiaire s'oblige à accepter le contrôle technique et financier portant sur la réalisation du projet subventionné et sur l'utilisation de la subvention allouée.

Ce contrôle, sur pièces ou sur place, peut être exercé par toute personne dûment mandatée par le président du conseil régional, notamment :

- En cours de réalisation ou d'exécution de l'opération subventionnée ;
- Après achèvement des travaux ou exécution totale de l'opération ou encore en fin d'exercice budgétaire.

A ce titre, le bénéficiaire s'engage, d'une part, à remettre sur simple demande de la Région tout document comptable et administratif nécessaire à la réalisation du contrôle financier, d'autre part, à laisser l'accès à ses locaux pour les besoins de celui-ci.

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 7 ci-après.

ARTICLE 4.3 – OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION-PUBLICITE

Le bénéficiaire s'engage à mentionner la participation financière de la Région Nouvelle-Aquitaine à la réalisation de son projet sur tous les documents d'information et de communication relatifs à l'objet de l'aide régionale (rapport annuel, page accueil site internet, affichage sur site dans un lieu visible du public ...), et lors de toute manifestation publique organisée en liaison avec l'objet subventionné.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention suivante : « action/projet financé(e) par la Région Nouvelle-aquitaine » et de l'apposition du logo régional. La charte graphique de la Région est téléchargeable sur le site web institutionnel de la région.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à effectuer tout enregistrement visuel ou sonore du projet subventionné, à utiliser les résultats du projet subventionné à des fins de communication relative à l'action régionale. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Le bénéficiaire doit certifier que l'obligation de publicité a été satisfaite accompagné de justificatifs probants (photos de panneaux de chantier, photo du panneau sur le bâtiment si subvention pour une construction, autres clichés, plaquettes....).

Tout manquement aux obligations définies au présent article pourra entraîner la résiliation de la présente convention, en application de l'article 7 ci-après.

ARTICLE 4.4 – OBLIGATIONS EN MATIERE DE DIFFUSION DES CONNAISSANCES ET DES DONNEES PUBLIQUES

Dès lors que le site Internet ou support numérique du bénéficiaire propose des contenus dits d'intérêt public de type texte, photo, vidéo, cartographie, données scientifiques, relations entre les données, programmes, éléments graphiques... dont il possède les droits d'auteur et patrimoniaux, le bénéficiaire s'engage à étudier les modalités de diffusion de ces contenus sous Licence Creative Commons ou équivalent de manière à contribuer à l'enrichissement général des connaissances.

De la même manière, si l'objet de la subvention intègre le développement d'un logiciel, le bénéficiaire devra examiner la possibilité de le distribuer sous une licence libre. Dans les deux cas, le bénéficiaire devra justifier de manière argumentée son choix s'il ne pouvait respecter cet objectif.

ARTICLE 5 – DUREE DE LA CONVENTION

La Convention est conclue pour une durée de **1 an** à compter de sa date de signature par le Président de la Communauté de Communes Médoc Atlantique et le Président du Conseil Régional d'Aquitaine.

ARTICLE 6 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut être modifiée par avenant signé par les parties.

ARTICLE 7 – RESILIATION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci peut être résiliée de plein droit après envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et le reversement de tout ou partie de la subvention versée par la Région selon les modalités prévues à l'article 3.3.

ARTICLE 8 – LITIGES

En cas de difficulté quelconque lié à la conclusion ou à l'exécution de la présente convention, quels qu'en soit la cause ou l'objet, il est expressément convenu, et avant tout recours contentieux, que les parties procèdent par voie de règlement amiable.

Pour ce faire, la partie la plus diligente saisie l'autre par un courrier adressé en recommandé avec accusé de réception, sans délai et sans condition préalable, afin d'entamer des négociations aux fins de résoudre tout différend.

A défaut de règlement amiable, le litige peut être porté par la partie la plus diligente devant le tribunal administratif de Bordeaux.

Fait en 2 exemplaires originaux

A Carcans le :

A Bordeaux le :

Le bénéficiaire

Nom et qualité du signataire (et cachet de la structure le cas échéant) :



Signature

Le Président,
[Signature]
X. PINTAT

**Pour le Président
du Conseil Régional de Nouvelle-
Aquitaine
et par délégation,**